

SYNTHÈSE - Juillet 2025

France 2040

Projections pour l'action politique



« On ne conduit le peuple qu'en lui montrant un avenir » disait Napoléon. Mais à quoi ressemblera l'avenir de la France si nous prolongeons les tendances actuelles sur la base existante ? Sur quelle matière les politiques publiques devront-elles se poser pour choisir et non subir notre trajectoire nationale ?

Notre démarche prospective s'est construite de manière rigoureuse : en partant de l'analyse des statistiques officielles passées, recoupées et validées par nos experts, adossées à quelque 800 documents et scénarios sectoriels internationaux, nous avons projeté les courbes actuelles à horizon 2040. Ce choix d'un horizon de quinze ans nous permet de trouver un équilibre entre pertinence stratégique et fiabilité

méthodologique : au-delà d'une décennie, on s'éloigne suffisamment du bruit conjoncturel pour saisir les dynamiques lourdes (évolution démographique, diffusion technologique, redistribution géopolitique) sans pour autant atteindre la zone spéculative des exercices à vingt ou trente ans. Ces projections ont été faites toutes choses égales par ailleurs, sans prendre en compte les facteurs exogènes que constitueraient une guerre, une crise économique mondiale ou un autre niveau d'intégration européenne. Nous avons choisi de limiter l'analyse aux leviers que la France peut activer de son seul ressort et nous n'avons pas voulu masquer les tendances de fond derrière des disruptions majeures qui, par nature, les auraient très certainement plus amplifiées qu'infléchies. Les politiques européennes dont on sait qu'elles affectent significativement la trajectoire française sont cependant mentionnées au fil de l'analyse quand elles sont internalisées comme un instrument de politique intérieure.

Nous avons ainsi dressé le portrait impressionniste de cette France à venir, si nous continuons sur notre lancée actuelle. Le résultat est peu engageant. La France de 2040, faute d'arbitrages courageux tout au long des décennies passées, nous parle de l'urgence de redéfinir une ambition

stratégique pour notre pays, ce qui nous attend, si nous ne réagissons pas immédiatement, c'est bien un déclin douloureux que les pressions extérieures du monde en mouvement rendent chaque jour plus rapide. À bout de souffle, notre modèle français, si singulier dans ses attributs régaliens et sociaux hérités d'après-guerre, ne parvient pas à se réinventer et à prendre l'élan indispensable pour traiter les pressions démographiques, technologiques, économiques et sécuritaires à venir. Ces trajectoires à quinze ans appellent donc des réponses politiques et au-delà des postures idéologiques. Nous avons, pour ce faire, esquissé, de manière délibérément archétypale, plusieurs attitudes possibles en fin d'étude afin de mettre en lumière l'illusion des simplismes du « il n'y a qu'à », alors même que la complexité croissante de notre environnement ne cesse de compliquer l'identification de trajectoires véritablement praticables.

Pour autant, cette prise de conscience se veut un préalable indispensable à notre mobilisation collective. Loin de tout fatalisme, nous démontrons ici le risque que portent nos égoïsmes court-termistes et nos renoncements politiques à arbitrer et agir. En amont des prochaines échéances électorales, nous avons voulu décrire la matière sur laquelle devront se porter les décisions politiques. Ces projections d'une France à l'horizon 2040 devraient inciter les responsables politiques à définir clairement la France dans laquelle ils nous proposeront de vivre hors des postures usuelles. Le déclin de la France ne saurait être écrit.

Marie-Pierre de Bailliencourt,
Directrice générale de l'Institut Montaigne

Objectif de l'étude

« La France est un pays court-termiste. » Ce constat, partagé et répété par plusieurs de nos interlocuteurs au cours de la conduite de cette étude, peut paraître sévère. Depuis la reconstruction d'après-guerre, la V^e République s'est attachée, dans ses premières décennies, à piloter de grands chantiers industriels, à bâtir un système de protection sociale robuste et à irriguer le territoire de réseaux de transport performants. Cet héritage est aujourd'hui mis à l'épreuve par une conjonction de pressions géopolitiques, technologiques, démographiques et climatiques qui s'affranchit des cycles électoraux et des engagements qu'ils portent. **Ne gérer le pays qu'au fil de l'eau, en ne réagissant qu'à l'actualité immédiate, nous apparaît un risque considérable et un abandon de notre volonté à façonner l'avenir.**

Cette étude, démarrée avant l'ouverture de la séquence politique et institutionnelle déclenchée en

juin 2024 puis la reconfiguration internationale consécutive à l'élection de Donald Trump en novembre 2024, confirme la pertinence de notre démarche : **tandis que la transformation du monde s'accélère, le modèle français paraît à bout de souffle.** Il est difficile d'imaginer qu'il puisse résister encore longtemps à la convergence d'injonctions contradictoires : maintenir une protection sociale généreuse, emprunter à des taux acceptables pour financer les déficits, accroître les dépenses de défense, contenir l'immigration tout en attirant les compétences nécessaires et mener la transition écologique sans casser la croissance.

C'est dans ce contexte qu'a été conçue *France 2040 : projections pour l'action politique*. Nous avons souhaité présenter des perspectives pour que les citoyens et les décideurs politiques puissent mesurer les champs de contraintes actuels et futurs et identifier des priorités d'action. **Notre étude sert ainsi trois objectifs.**

Le premier consiste à **éclairer les décisions collectives pour la période qui nous sépare de 2040**, un horizon suffisamment lointain pour bousculer les inerties mais assez proche pour rester compatible avec les séquences budgétaires, industrielles et électorales actuelles. Le deuxième vise à **rendre visible l'entrelacs des risques structurels qui pèsent sur le modèle français** : déclin démographique, productivité insuffisante face aux économies conquérantes, endettement public soutenu, tensions énergétiques persistantes et polarisation territoriale croissante. Ces facteurs, souvent étudiés isolément, révèlent une dynamique beaucoup plus inquiétante lorsqu'ils sont examinés conjointement, chacun renforçant la vulnérabilité de l'autre. Le troisième objectif est d'**interroger la pertinence des réponses apportées par le politique**, soit qu'elles se positionnent de manière caricaturale face à des enjeux complexes, soit qu'elles apparaissent trop étroites et timorées alors que l'urgence exige des mesures plus radicales et courageuses.

Méthodologie et structure du rapport

France 2040 repose sur plusieurs centaines de documents et rapports publics, d'études académiques, d'ouvrages généraux et spécialisés, ainsi que sur l'agrégat de données diverses. Toutes les données exploitées proviennent de sources ouvertes et publiques (Insee, Eurostat, Banque de France, RTE, chiffres des différents ministères publics français ou étrangers, Cour des comptes, OCDE, rapports parlementaires, etc.) et tous les éléments de chiffrage sont accessibles et vérifiables en ligne selon les notes de bas de page systématiques indiquées. Les projections peuvent donc être reproduites par le lecteur selon la méthode indiquée dans chaque tendance.

L'analyse quantitative combine plusieurs niveaux d'instruments selon les différents types de projections. Les projections tendanciennes prolongent les séries longues : prix de l'électricité, dette publique,

productivité, etc. Le rapport explicite systématiquement le type de projection et de modèle utilisé. Ensuite, chaque tendance est étudiée sans apport externe ou politiques publiques d'inflexion afin de comprendre la direction prise par le pays *ceteris paribus*. **Cette méthodologie vise à identifier et isoler des tendances de fond qui se poursuivent et s'intensifient depuis dix ans, quinze ans ou plus.** Le choix des bornes chronologiques est explicité dans chaque encart sous les graphiques et varie selon les points d'intérêts que les auteurs ont souhaité mettre en exergue. Nous avons, par ailleurs, fait le choix de la rigueur et lorsqu'une projection institutionnelle était disponible (notamment pour les projections démographiques ou climatiques), nous l'avons privilégiée.

L'horizon choisi de quinze ans, nous a semblé suffisamment lointain pour se prêter à une démarche ambitieuse tout en restant suffisamment proche de la réalité et ne pas risquer d'être démenti par des évolutions ou innovations rapides qui pourraient se produire dans les quinze années qui viennent. En agrégeant ces niveaux d'analyse, France 2040 livre un cadre unique : assez souple pour être actualisé à chaque nouvelle statistique, mais suffisamment robuste pour éclairer, sans détour, les arbitrages politiques, économiques et sociaux des quinze prochaines années.

Le rapport comporte trois volets.

Le premier, consacré aux tendances globales, s'attache à comprendre le monde de 2040. Il détaille l'évolution des rapports de puissance, l'essor des technologies basées sur l'intelligence artificielle, la montée des désordres climatiques et la fragmentation des chaînes de valeur.

La deuxième partie constitue le cœur du rapport et ramène l'analyse au niveau national en proposant une fresque sectorielle détaillée des grandes dynamiques françaises à l'horizon 2040. À travers treize chapitres, cette partie examine de manière systématique les atouts, fragilités et marges de manœuvre du pays, en comparant la trajectoire française aux pratiques étrangères.

Ces treize tendances structurantes sont :

- I. La démographie
- II. L'environnement, le climat et la biodiversité
- III. L'énergie et l'industrie
- IV. La productivité
- V. Le financement de l'État
- VI. Le financement de l'économie
- VII. La diplomatie et la défense
- VIII. L'insertion française dans le commerce international
- IX. Les enjeux éducatifs
- X. La santé
- XI. La sécurité intérieure et l'ordre public
- XII. Les transports, l'urbanisme et l'aménagement du territoire
- XIII. Les enjeux institutionnels

Le troisième volet de l'étude projette à l'horizon 2040 un scénario de référence à trajectoire non corrigée et interroge des possibles postures politiques.

Toute prospective à quinze ans se heurte naturellement à la possibilité qu'un choc exogène comme une pandémie d'ampleur inédite, une percée technologique disruptive, un conflit militaire entre grandes puissances, un effondrement financier global ou une catastrophe climatique majeure vienne balayer les trajectoires ici esquissées. Si nous avons projeté un court scénario illustratif «Taiwan» sur une potentielle invasion de l'île par la Chine, notre choix a été de ne pas nous attarder sur des scénarios dans lesquels la France aurait été spectatrice et victime, plus qu'actrice, de son propre destin. **Notre volonté est donc d'aider les acteurs français à naviguer dans un champ des possibles selon des facteurs intérieurs aux mains des décideurs publics français et balisés par des bornes plausibles.** La démarche adoptée est de fournir un cadre intellectuel et des ordres de grandeur permettant d'ajuster les politiques publiques lorsque surviennent des informations nouvelles, plutôt que d'imposer un plan rigide qui serait obsolète au premier choc venu.

Le rapport a été structuré pour s'adapter à la diversité des lectorats. Le lecteur pressé pourra se contenter des synthèses exécutives placées en tête de chaque partie, qui restituent en quelques mots les messages essentiels et les principaux enseignements chiffrés. Le décideur sectoriel pourra naviguer directement vers le chapitre qui concerne son domaine (énergie, finances publiques, santé, défense, etc.) où il trouvera des analyses détaillées, des comparaisons internationales, des projections étayées et leurs sources. Le chercheur, l'enseignant ou l'étudiant en quête de matière première aura accès à une documentation exhaustive. Enfin, le citoyen curieux disposera d'une grille de lecture des grandes mutations à venir, éclairée par des exemples concrets.

Nous avons souhaité conclure ce panorama futur par une mise en perspective politique, à travers la description succincte de 5 scénarios destinés à éveiller notre réflexion sur l'action publique à conduire. **Le scénario « Renoncement » est en quelque sorte le scénario de base, celui d'une France qui renonce à agir** et poursuit ses politiques actuelles sans chercher à les infléchir. **Quatre postures alternatives ont fait l'objet d'une analyse approfondie mais ont été simplement synthétisées pour nourrir le débat à venir.** Elles proposent une politique de retrait défensif (« Repli »), de rupture brutale (« Rupture »), de réforme incrémentale (« Retouche ») et de déconstruction planifiée (« Révocation »). Aucune de ces postures ne nous apparaît satisfaisante en tant que telle mais chacune porte des considérations politiques actuelles.

Principaux enseignements

Au fil de nos travaux, nos constats sont apparus de plus en plus sombres : le marasme démographique, la stagnation de la productivité malgré les évolutions technologiques et les promesses de l'IA, le creusement de la dette publique en viennent à obérer sérieusement les marges de manœuvre nationales.

Trois constats systémiques émergent de ces projections françaises.

- **Le premier est celui d'un verrouillage économique et social formé par l'enchevêtrement du déclin démographique, de la productivité en berne et d'une dette publique qui atteint des seuils historiquement élevés.** Ce triple nœud érode simultanément la capacité d'autofinancement, la soutenabilité du système de protection sociale et la marge de manœuvre budgétaire dédiée à l'investissement. **Sauf relèvement significatif** de la participation au marché du travail, de la revalorisation des efforts productifs et de l'assainissement méthodique des comptes publics, **la trajectoire converge vers un appauvrissement relatif qui se traduira par un décrochage du revenu par habitant et une pression accrue sur les solidarités intergénérationnelles.**
- **Le deuxième constat concerne la variable énergétique et climatique,** désormais perçue comme une condition première de la compétitivité industrielle et de la cohésion territoriale. **La France dispose d'atouts** (parc nucléaire existant, base industrielle diversifiée, formation scientifique de qualité) mais ils sont **dilués par l'incertitude des politiques publiques, le sous-investissement chronique et l'empilement des normes.**
- **Le troisième constat pointe la défiance civique. Il ne s'agit pas d'un épiphénomène, mais d'un risque politique majeur qui menace la gouvernabilité du pays.** Les enquêtes qualitatives démontrent que la fracture ne réside pas tant dans le niveau absolu de performance publique que dans la discordance entre l'ampleur des promesses publiques et la modestie des résultats tangibles.

De fait, de façon quasi certaine, deux contraintes pèseront sur la France jusqu'en 2040 : le choc démographique et le choc climatique. Parce qu'elles ne peuvent être inversées à cette échéance, elles poussent à privilégier des politiques d'adaptation ambitieuses : modernisation de l'appareil productif, transformation

profonde du système éducatif, effort massif d'investissement public et privé dans la recherche et l'innovation, refonte de la gouvernance énergétique, etc. **Les leviers existent ; notre ambition est de montrer qu'ils doivent être actionnés dans une cohérence d'ensemble plutôt que par retouches successives.**

« Gouverner c'est prévoir. » Cette maxime, souvent citée mais désormais si peu prise en compte, a motivé notre réflexion. **France 2040 ne cherche pas à dessiner un futur figé et sombre mais s'efforce d'ouvrir les champs du possible, de baliser certains sentiers pour les rendre plus praticables, d'avertir sur les prises de risque indispensables et de placer chacun devant ses responsabilités.**

Tendances mondiales à l'horizon 2040

Le monde de 2040 sera profondément transformé par des dynamiques déjà à l'œuvre aujourd'hui. Quatre mutations globales ressortent en particulier :

- **La redistribution des rapports de puissance :** le duel sino-américain s'exacerbe, de nouveaux acteurs (États comme firmes privées) gagnent en influence, le multilatéralisme se délite et l'Europe doit redéfinir son rôle stratégique dans une ère de rivalités économiques et géopolitiques accrues.
- **La révolution technologique :** l'essor fulgurant de l'IA et de technologies de rupture promet de remodeler industries, travail, défense et politique d'ici 2040 ; la maîtrise de ces outils conditionnera la souveraineté et la compétitivité, tandis que tout retard accentuera la dépendance et le décrochage économique.
- **L'urgence climatique :** la montée des désordres climatiques rend la transition énergétique décisive ; les pays investissant tôt dans l'énergie décarbonée, les transports propres et l'adaptation engrangeront des gains de prospérité, alors que

les retardataires supporteront des coûts économiques et sociaux élevés.

- **La fragmentation des échanges** : la reconfiguration des chaînes de valeur vers des blocs régionaux, motivée par des impératifs de souveraineté et de résilience, impose à la France de repenser sa compétitivité, de sécuriser ses approvisionnements critiques et de défendre sa part de marché dans un commerce mondial plus sélectif.

Ce contexte global instable sert de toile de fond aux choix de politique intérieure : il exacerbe les tensions et peut creuser l'écart entre les pays qui anticipent activement ces évolutions et ceux qui les subissent. Or, à ce stade, le modèle français paraît à bout de souffle et en difficulté face à ces défis simultanés. Le cœur du rapport porte donc sur les vulnérabilités structurelles de la France dans ce nouveau contexte.

Tendances France 2040 : quelles vulnérabilités systémiques ?

Chapitre I • Démographie

L'indice de fécondité est passé de 2,0 à 1,62 enfants par femme entre 2010 et 2024, faisant basculer le solde naturel qui deviendra négatif dès le milieu des années 2030 ; la croissance de la population reposera sur une immigration essentiellement familiale ou étudiante, peu à même de compenser l'émigration des diplômés et la pénurie générale de compétences productives. Pour cause de vieillissement accéléré, la population active plafonnera autour de 30,6 millions avant de décroître à partir de 2036. Les 65 ans et plus représenteront 26 à 28 % de la population en 2040, portant le ratio de dépendance entre actifs et inactifs à environ 50 %. Les dépenses liées au grand âge,

déjà supérieures à 14 % du PIB, pourraient gagner cinq points supplémentaires. Parallèlement, les déséquilibres territoriaux sont amenés à se creuser au bénéfice des littoraux et des grandes métropoles et au détriment du Centre-Est, dessinant ainsi le portrait d'une « France en U ». La politique familiale, l'attraction ciblée de talents internationaux et la valorisation des seniors dans l'emploi seront des outils clef à l'horizon 2040.

Chapitre II • Environnement, climat et biodiversité

Depuis le début des années 2010, le réchauffement s'accélère : la France métropolitaine a déjà gagné 2,1 °C sur la période 2014-2023 par rapport à l'ère pré-industrielle. Les canicules, presque annuelles, durent désormais treize jours par an (contre deux avant 1990), tandis que les vagues de froid se raréfient. À +1,5 °C attendus vers 2040, sécheresses et pluies extrêmes s'intensifieront et accéléreront l'effondrement d'une biodiversité déjà gravement atteinte (2 268 espèces menacées en France). L'impact sur la nature des espèces invasives dépasse 11 milliards d'euros en coûts cumulés depuis 1960. En ajoutant les coûts de l'adaptation climatique, la facture grimpera au-delà du milliard par an pour les finances publiques.

Chapitre III • Énergie et industrie

La France connaît un affaissement de son socle industriel et une perte de compétitivité énergétique. Il est estimé qu'à partir de 2040, la France devra produire 35 % d'électricité en plus et que celle-ci représentera plus de 50 % de la consommation énergétique des Français.

Des investissements significatifs de plus de 100 Mds€ sont prévus à cet effet. La part de l'industrie manufacturière dans le PIB a chuté d'un peu plus de 20% ces quarante dernières années pour se stabiliser autour de 10%. La volonté de réindustrialisation affirmée depuis 2017 porte des fruits très limités, la productivité restant trop faible par rapport à nos voisins européens et concurrents mondiaux. Alors que la décarbonation et la réindustrialisation appellent une hausse de 1 à 2% de la production électrique par an, le premier EPR 2 n'entrera en service qu'après 2038. Cette offre contrainte tirera le prix du Mégawattheure d'environ 100 euros en 2024 vers 200 euros en 2040, érodant la compétitivité et freinant la relocalisation des entreprises manufacturières, faute d'un accès direct à une électricité bas-carbone.

Chapitre IV • Productivité

La productivité horaire a reculé de 2,1% entre 2019 et 2023 et n'augmente plus que de 0,2% par an, tandis que le temps de travail moyen (1 673 h par actif, contre 1 790 en Europe) et l'intégration de profils peu qualifiés sur le marché du travail abaissent la valeur ajoutée par salarié (5,2% sous son niveau pré-Covid). Cet affaïssement bride l'investissement productif : près de quatre points de PIB séparent la France des États-Unis pour les investissements à forte valeur ajoutée, obérant les marges de manœuvre en faveur des sujets d'avenir (climat, défense, recherche). Par ailleurs, la faible proportion d'actifs et la part croissante de l'emploi dans des segments à faible valeur ajoutée enferment durablement la France dans une productivité atone. Les bouleversements technologiques et en particulier l'IA pourront cependant venir rebattre les cartes si leurs taux d'adoption s'accroissent en entreprise.

Chapitre V • Financement de l'État

Depuis la crise de 2008, l'endettement public français s'est emballé : de 82% du PIB en 2010 à 113,7% fin 2024, sous le poids de dépenses inchangées autour de 57% du PIB, d'une fonction publique de 5,7 millions d'agents (12,4% du PIB en masse salariale) et d'un déficit permanent dépassant 4,5% depuis 2020. Avec un taux apparent sur la dette remontant vers 3%, et la poursuite d'un déficit public structurel, la charge des intérêts de la dette pourrait s'enlever de 50 milliards d'euros en 2023 à plus de 200 milliards en 2040, soit un poste budgétaire deux fois plus lourd que l'Éducation nationale. À cela s'ajoutent des recettes fiscales plus volatiles que prévues et un système de retraite en déficit jusqu'en 2070. La dette pourrait ainsi approcher les 150% du PIB en 2040. De ce fait, l'effort budgétaire de la France consisterait à payer davantage pour son passé que pour son avenir. Une baisse ciblée de la dépense et la réorientation de l'endettement vers l'investissement productif pourraient néanmoins offrir de nouvelles marges de manœuvre au budget de l'État.

Chapitre VI • Financement de l'économie

La France combine une épargne de précaution importante et un endettement privé en croissance : la dette des ménages atteint 60,7% du PIB, tirée à 84% par le crédit immobilier, tandis que la dette des entreprises culmine à 153,7% du PIB, au-dessus de la moyenne de la zone euro. Ces capitaux, investis dans des actifs à faible risque, manquent à l'innovation et à la montée en gamme industrielle. Du fait du vieillissement, les épargnants nets deviendront rentiers nets, comprimant le flux d'épargne disponible alors même que les besoins en

capital augmenteront. La France aborderait ainsi 2040 avec des liquidités dormantes face à des entreprises à l'endettement croissant et à un État contraint d'arbitrer entre stabilité financière, compétitivité et modèle social.

Chapitre VII • Défense et diplomatie

Depuis le début des années 2010, la France voit reculer à la fois son outil diplomatique (-17 % d'effectifs, réseau diplomatique passé du 2^e au 5^e rang mondial) et la puissance de ses forces armées : retrait du Sahel, influence réduite au Levant et au Caucase, armée relativement complète mais trop faible pour tenir plus de quelques semaines en haute intensité. Malgré les 413 Mds d'euros de la LPM 2024-2030, la dépense de défense finance surtout le renouvellement des équipements. À l'horizon 2040, la France aura trois défis à relever pour maintenir ses prétentions à peser dans les affaires du monde : concilier souveraineté et interdépendance économique et militaire ; maintenir ses territoires d'Outre-mers et combiner nouvelles technologies et effectifs militaires suffisants pour des conflits de haute intensité. La tenue des engagements d'augmentation du budget militaire à 3,5 % du PIB sera donc déterminante.

Chapitre VIII • Insertion française dans le commerce extérieur

Depuis 1999, la part française dans le commerce mondial s'affaiblit : la balance des biens est passée de l'équilibre à -160 Mds d'euros en 2022 et reste déficitaire à hauteur de 90 Mds en 2024, la part de marché de la France dans

le monde ayant été divisée par deux en vingt-cinq ans. Hors armement, luxe et agro-alimentaire, deux tiers des produits sont désormais déficitaires, reflet d'une désindustrialisation que connaissent moins nos partenaires européens et qui pourrait se poursuivre à l'horizon 2040. Cette faiblesse industrielle s'accompagne de dépendances critiques : plus de 80 % des principes actifs pharmaceutiques, la quasi-totalité de l'électronique avancé, des batteries et des métaux stratégiques sont importés, tandis que l'énergie demeure le premier poste déficitaire. Néanmoins, la France connaît des avantages comparatifs dans les secteurs du service, dont la balance commerciale est excédentaire depuis les années 2000. Ainsi, en 2040, si on prolonge les courbes, le déficit de la balance commerciale des biens atteindra les 140 Mds d'euros tandis que l'excédent commercial des services (tourisme, transport, services aux entreprises), en atteignant 50 Mds€ pourrait amoindrir la faiblesse commerciale française à l'international.

Chapitre IX • Enjeux éducatifs

Depuis 2012, l'école française décroche : les scores PISA ont chuté de 43 points en mathématiques et 31 en lecture, les compétences en calcul mental mesurées en fin de CM2 ont reculé de 1,5 écart-type et seuls 29 % des inscrits en licence valident leur diplôme en trois ans. L'attractivité du métier d'enseignant s'abîme, tandis que les inégalités se renforcent, un enfant des classes populaires ayant trois fois plus de risque de sortir sans diplôme. De même, la violence scolaire s'est accrue et la fracture numérique persiste (40 % seulement des élèves maîtrisent les usages élémentaires). Face à cette baisse de niveau, la France pourrait affronter d'ici 2040 un déficit aigu

de compétences scientifiques et une pénurie chronique d'enseignants. Le système scolaire risque alors de se fragmenter entre une élite formée dans quelques établissements d'excellence et une majorité d'élèves incapables de s'émanciper par la méritocratie scolaire et la diplomation.

Chapitre X : Santé

À l'horizon 2040, le système de santé français fera face à un double choc : un vieillissement rapide (un quart des Français auront plus de 65 ans, dont près de cinq millions dépasseront 85 ans) et une explosion des maladies chroniques, qui devraient concerner plus de 20 millions de personnes en affection longue durée. Dans le même temps, les dépenses d'assurance-maladie croîtront significativement, de plus de cinq points par rapport à aujourd'hui. La densité médicale, en légère reprise globale, restera marquée par de fortes fractures territoriales. Confronté à la montée des résistances aux antibiotiques, l'appareil hospitalier s'appuiera de plus en plus sur la santé numérique : utilisation des données, intelligence artificielle diagnostique et téléconsultations qui pourront permettre une médecine prédictive et préventive bien que leur déploiement soulèvera des enjeux de protection de données, d'équité d'accès et de compétences pour les soignants.

Chapitre XI • Sécurité intérieure et ordre public

Depuis le milieu des années 2010, la violence de proximité a connu une forte croissance : les coups et blessures volontaires ont augmenté de plus de 50 %, tandis que les violences

sexuelles doubleraient, alimentant une inquiétude massive auprès des citoyens pour 91 % d'entre eux. Si la tendance se poursuit, d'ici à 2040, certaines zones métropolitaines pourraient cumuler des taux de criminalité inédits tandis que le coût social de la violence (justice, assurances, soins, reconstructions, etc.) croîtrait de manière exponentielle. Le nombre de coups et blessures dépasserait le demi-million annuel et les tentatives d'homicide atteindraient 8 000 actes par an, soit un doublement en quinze ans. Le développement du crime organisé, l'arrivée des opioïdes de synthèse sur le marché européen et l'augmentation de la désaffection civique, manifeste dans l'explosion des refus d'obtempérer, risquent de placer la France de 2040 dans une trajectoire « à l'américaine ».

Chapitre XII • Transport, urbanisme et aménagement du territoire

L'espace français se reconfigure en archipel depuis une quinzaine d'années : les grandes métropoles aimantent populations, emplois et investissements, tandis que villes moyennes et campagnes s'étiolent. Cette polarisation étire les trajets domicile-travail (plus de 15 km en moyenne) et perpétue la dépendance automobile (38 millions de véhicules en 2024), l'idéal pavillonnaire restant durablement dominant. D'ici à 2040, la segmentation territoriale ne devrait pas s'atténuer, renforçant les enjeux d'accessibilité et la part modale de la voiture au-dessus de 70 % pour 42 millions de véhicules. Parallèlement, les impératifs de sobriété foncière et environnementale, les normes d'urbanisme restrictives, renchériront le coût d'accès à la propriété, le clivage spatial et social se renforçant durablement malgré les

investissements massifs en faveur du transport collectif. Une nouvelle géographie verra le jour, influencée par le climat, les activités touristiques et les besoins fonctionnels de l'économie.

Chapitre XIII • Enjeux institutionnels

Depuis quinze ans, le système institutionnel s'enlise dans la défiance et la complexité. Le corpus législatif a doublé en 20 ans et près de 250 000 articles réglementaires régissent nos activités. Si cette tendance se poursuit, l'ensemble des normes, lois et règlements compris, pourrait dépasser le demi-million en 2040, remettant en cause lisibilité et applicabilité. L'influence croissante des juridictions pourrait redéfinir les modalités de la décision politique. Cette complexité risque en outre de nourrir durablement la défiance envers les institutions et les responsables politiques, 83 % des citoyens n'écoulant déjà plus leur avis. À l'horizon 2040, le débat public aura vraisemblablement basculé majoritairement dans l'enceinte numérique, modifiant profondément la manière de faire de la politique et ouvrant des horizons informationnels ambivalents : nouvel essor démocratique ou manipulation de masse.

Éléments d'anticipation

LE SCÉNARIO DE RÉFÉRENCE : « RENONCEMENT », UNE FRANCE EN DÉCLIN

Le scénario « Renoncement », qui nous sert de scénario zéro en cela qu'il ne porte pas de décisions structurantes, décrit la trajectoire d'un pays qui s'enlise d'ici 2040.

- Sur le plan économique et financier, la croissance demeure trop faible pour résorber le chômage ou relancer le niveau de vie. Les recettes stagnent tandis que les dépenses sociales, tirées par le vieillissement et les coûts de santé, explosent. La dette publique grimpe, contraignant soit des coupes sévères dans l'investissement, soit une dépendance accrue aux marchés financiers. Le revenu par habitant décroche par rapport aux pays comparables : c'est le déclassement.
- Sur le plan social et démographique, l'équilibre entre actifs et inactifs devient critique. Les jeunes, qui financent retraites et santé, ressentent une profonde injustice ; les aînés redoutent pour leurs pensions et l'accès aux soins. Les tensions inter-générationnelles s'aiguisent.
- Du côté des services publics et de la souveraineté, l'État n'assure plus pleinement ses missions : l'ascenseur social patine, la sécurité et la justice se dégradent. Faute de marges budgétaires, l'effort de défense est comprimé ; l'influence internationale de la France recule.
- Enfin, sur le plan écologique et énergétique, les investissements tardifs font manquer les objectifs climatiques. Le parc nucléaire vieillit sans renouvellement suffisant ; le risque de pénuries d'électricité ou d'importations carbonées s'accroît. Les événements climatiques extrêmes coûtent cher à l'agriculture et à l'industrie.

Le scénario Renoncement dépeint ainsi le visage d'une France dégradée qui subit les évolutions plutôt qu'elle ne les oriente.

QUATRE IMPASSES IDÉOLOGIQUES

Face à ce constat de déclin à venir, le débat public en France se polarise souvent autour de réponses simplistes, de postures idéologiques qui prétendent chacune apporter la solution miracle, mais qui, à l'épreuve des faits, s'avèrent être autant d'impasses.

- Le Repli : se protéger par la fermeture commerciale, migratoire ou réglementaire conduisant à une illusion de contrôle à court terme mais à l'isolement et la sclérose à long terme.
- La Retouche : prolonger le *statu quo* par des micro-ajustements sectoriels conduisant à un déclin continu, sans traitement structurel des causes profondes.
- La Rupture : imposer des réformes choc et rapides qui, dans une société déjà sous tension, conduisent à un risque d'explosion sociale et d'instabilité institutionnelle.
- La Révocation : faire table rase au nom de la décroissance conduisant à un scénario d'appauvrissement, de récession durable et d'isolement.

Aucune de ces quatre postures ne dessine le visage d'une France prospère et apaisée à l'horizon 2040 et chaque scénario idéologique, poussé à l'extrême, montre ses limites. Ces impasses ont cependant le mérite de caricaturer les choix simplistes présents dans le débat public et donc d'illustrer ce qu'il faudrait éviter.

LE CHOIX POLITIQUE

Le tableau dressé par France 2040 est sans complaisance. Peu sont ceux qui réfutent les périls à venir si notre pays persiste dans l'inaction ou les faux-semblants de réformes à la marge, insuffisantes pour changer le cours de l'histoire et soumises à la pression court-termiste et électoraliste.

Nous nous gardons néanmoins de tout fatalisme : les marges de manœuvre existent, l'histoire nous inspire et nos voisins européens, parfois, ouvrent des chemins que nous pouvons nous aussi parcourir. La France conserve d'importants atouts et a prouvé par le passé qu'elle savait faire preuve de génie collectif dans l'adversité, lorsqu'elle est au pied du mur et contrainte de prendre des décisions difficiles. **Nous avons voulu, par cette projection dans la France de 2040, appeler à une prise de conscience du risque que l'immobilisme ou la caricature politiques faisaient peser sur notre avenir.**

Cette étude montre que la fenêtre d'action est étroite et le chemin escarpé. Mais nous voulons ici, en tant qu'Institut de réflexion apartisan, mobiliser pour une action politique au service du redressement de notre pays. **Conscients de la situation, nous identifions désormais les leviers mobilisables et les actions qu'ils doivent enclencher.**

Ce travail s'inscrit dans un triptyque d'analyses que l'Institut Montaigne consacre à l'avenir du pays. Il en constitue le premier volet et entend montrer les conséquences d'une inaction politique ou de choix trop timides face aux enjeux structurels qui s'imposent. Le deuxième volet identifiera les sujets à traiter et proposera des solutions possibles et plus opérationnelles, afin de nourrir la campagne présidentielle à venir. Le troisième volet veillera à analyser et à chiffrer les programmes des différents candidats à l'élection présidentielle afin d'en mesurer la pertinence et la faisabilité à l'aune de ce que nous aurons identifié de nécessaire.